L'an deux mille vingt-quatre, le treize mars à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de VOID-VACON, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Madame Sylvie ROCHON, Maire.

Conformément à l'article 2121-18 du CGCT, la séance a été publique.

Etaient présents : Madame ROCHON Sylvie, Monsieur JOUANNEAU Olivier, Madame DAGUIER Carole, Monsieur CHALON Bernard, Madame DEGRIS Monique, Monsieur FAUGERE Francis, Monsieur GENTER Aubin, Monsieur GRISVARD Joël, Monsieur LANOIS Vincent, Madame LIEGEOIS Isabelle, Madame MARCHETTI Sabine et Madame THIRY Nathalie.

Absents avec pouvoir :

Monsieur Alain GAUCHER donne pouvoir à Madame Sylvie ROCHON
Monsieur Christophe HENRY donne pouvoir à Monsieur Olivier JOUANNEAU
Madame Delphine PAUL donne pouvoir à Monsieur Francis FAUGERE
Madame Sophie BANTQUIN donne pouvoir à Madame Sabine MARCHETTI

Absents sans pouvoir : Madame BENVENUTI Claire
Monsieur CAILLE Rémy
Madame CONTIGNON Aline

Secrétaire de séance : Madame LIEGOIS Isabelle

Date de convocation : 06 mars 2024

Le Maire certifie avoir transmis les extraits au contrôle de légalité les 14 et 15/03/2024 et affiché le compte-rendu de cette séance le 15/03/2024

Ordre du jour :

- Approbation du compte rendu du conseil municipal du 07 février 2024
- Renouvellement des droits de chasse en forêt communale - amendement à la délibération 2024-04 concernant le titulaire du lot de chasse n°1
- Prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour les agents communaux éligibles au titre de l'année 2023
- Subvention à l'association « Les culottes courtes vidusiennes » dans le cadre de l'organisation d'une chasse aux œufs pour Pâques
- Lotissement la Gravière : délégation du Conseil Municipal accordant pouvoir de signature des actes au Maire
- Construction de l'espace culturel et touristique consacré au Fardier de Cugnot : demande gracieuse de réduction ou d'étalement du recouvrement des pénalités titrées à l'encontre d'une société
- Décisions prises en vertu de l'article L2122-22 du CGCT
- Questions et informations diverses

Approbation du compte rendu du conseil municipal du 07 février 2024

Madame le Maire s'assure que tous les conseillers ont pu prendre connaissance du compte rendu faisant office de procès-verbal de la dernière séance qui a été affiché à la Mairie, publié sur le site Internet de la Mairie et envoyé aux conseillers par mail. Celui-ci est **adopté à l'unanimité** des membres présents et représentés.

Délibération n° 2024-07 : Renouvellement des droits de chasse en forêt communale - amendement à la délibération 2024-04 concernant le titulaire du lot de chasse n°1

Madame le Maire rappelle que le Conseil Municipal a attribué deux lots de chasse en forêt communale lors de sa précédente réunion le 07 février 2024.

Le lot n°1 a été attribué à la Société de Chasse aux Bois de VOID-VACON sur la base de 24,70 euros l'hectare, pour une surface de 894,61 hectares, soit un prix annuel de location 2024 de 22 099 euros.

Cependant, il avait été indiqué que la société de chasse aux bois était représentée par M. Gérard BARNIER son Président. Il s'avère que le Président en exercice est M. Jean-Marie BARNIER.

Madame le Maire propose donc de délibérer à nouveau en corrigeant l'identité du Président de la société de chasse aux bois de VOID VACON.

Le Conseil Municipal attribue le lot n°1 Etoile/ Frillonvaux à la Société de chasse aux bois de VOID-VACON représentée par Monsieur Jean-Marie BARNIER, son Président, sur la base de 24,70 euros l'hectare, pour une surface de 894,61 hectares, soit un prix annuel de location 2024 de 22 099 euros.

Le projet de bail validé par délibération 2024-04 est amendé en ce sens et annexé à la présente délibération.

Les autres choix validés par délibération 2024-04 en Conseil Municipal du 07 février 2024 concernant le renouvellement de la location des droits de chasse en forêt communale restent inchangés.

Votants : 16

Pour : 16

Contre : 0

Abstention : 0

Délibération n° 2024-08 : Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat pour les agents communaux éligibles au titre de l'année 2023

Le Ministre de la transformation et de la fonction publique a annoncé le 12 juin 2023 le soutien du pouvoir d'achat des agents publics percevant moins de 3 250 € bruts mensuels. La mesure s'est traduite, pour les agents des fonctions publique étatique et hospitalière, par le versement automatique d'une prime par paliers modulée suivant la rémunération annuelle des agents concernés.

Concernant la fonction publique territoriale, le Gouvernement a choisi de laisser libre choix aux organes délibérants d'instaurer ou non la prime au regard de la charge financière grèvant le budget. Suite au décret 2023-1006 du 31 octobre 2023, la circulaire d'application de cette mesure a été publiée le 15 novembre 2023 pour la fonction publique territoriale. L'avis du Comité Social Territorial est requis préalablement à la délibération instaurant la prime et les montants choisis.

Au regard du délai bref entre la parution de la circulaire et du dernier Comité Social Territorial de l'année ainsi que des difficultés d'application pour certains agents, le Centre de Gestion de la Meuse a préconisé aux collectivités d'instaurer la prime en début d'année 2024, cette possibilité étant ouverte jusqu'au 30 juin 2024.

- Conditions ouvrant l'éligibilité au dispositif

Les agents éligibles sont les fonctionnaires titulaires ou stagiaires ainsi que les agents contractuels sous réserve :

- d'un recrutement antérieur au 01/01/2023
- d'être employé ou rémunéré par un employeur public au 30/06/2023

Ces conditions temporelles excluent ainsi les agents saisonniers recrutés durant la période estivale sur la commune.

D'autres conditions d'éligibilité sont posées par le décret 2023-1006 du 31/10/2023 mais ne seront pas détaillés au regard de l'absence de situation concrète pour les agents communaux (travailleurs de droit privé, disponibilité...).

La rémunération des agents éligibles doit être inférieure à 39 000 € bruts annuels sur la période courant entre le 01/07/2022 et 30/06/2023. Il convient donc d'examiner la rémunération des agents présents sur cette période quand bien même les agents auraient quitté la collectivité depuis.

La rémunération de référence est réduite à proportion de la quotité de travail pour les agents à temps non complet.

La rémunération prise en compte comprend le traitement indiciaire brut, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement et les différentes primes et indemnités mais ne comprend pas l'indemnité de garantie de pouvoir d'achat et la rémunération perçue au titre des heures supplémentaires effectuées.

Sur 11 agents sur emploi permanent sur la période concernée, 10 agents seraient éligibles au regard de leur rémunération brute annuelle inférieure à 39 000 € bruts annuels.

- Le montant de la prime

Le seul critère d'attribution de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle est celui de la rémunération de l'agent dans la période de référence. Tout autre critère tenant par exemple au mérite ou à l'ancienneté serait jugé illégal et entraînerait l'irrégularité de ladite prime.

L'organe délibérant doit donc fixer pour chaque niveau de rémunération du barème (palier de rémunération) le montant de la prime de pouvoir d'achat dans la limite des montants plafonds définis par ce même barème.

En effet, les montants attribués aux fonctionnaires étatiques ou hospitaliers constituent des plafonds pour l'attribution des primes dans la fonction publique territoriale, l'organe délibérant peut donc déterminer des montants inférieurs à ces seuils qui apparaissent comme plafonds et qui sont détaillés ci-dessous :

Rémunération	Montant plafond prime
< ou = à 23 700 €	800 €
> à 23 700 € et < ou = à 27 300 €	700 €
> à 27 300 € et < ou = à 29 160 €	600 €
> à 29 160 € et < ou = à 30 840 €	500 €
> à 30 840 € et < ou = à 32 280 €	400 €
> à 32 280 € et < ou = à 33 600 €	350 €
> à 33 600 € et < ou = à 39 000 €	300 €

A l'instar de la réduction de la rémunération de référence suivant la quotité de travail, le montant plafond de la prime et celui de la prime versée est réduit proportionnellement au temps de travail. Dans le cas des agents ayant plusieurs employeurs publics (3 agents de la collectivité), chaque employeur verse, en cas d'instauration, le montant de prime déterminée suivant la quotité de travail de l'agent dans sa structure et les montants du barème ci-dessous.

Madame le Maire propose d'instaurer la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle prévu par le décret 2023-1006 et de retenir les montants plafonds comme montants de prime afin de ne pas faire de différence entre les agents des trois versants de la fonction publique.

Le coût est évalué à 5 240 € pour le budget communal pour 10 agents éligibles avec des primes s'échelonnant de 220 € bruts (prime réduite suivant la quotité de travail) à 700 € bruts, la prime étant soumise aux cotisations sociales et à l'impôt sur le revenu.

L'avis du Comité Social Territorial rendu le 12 février 2024 est favorable.

Après délibération, **le Conseil Municipal instaure à l'unanimité** pour les agents éligibles de la commune de VOID VACON la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle créée par le décret 2023-1006.

Les montants retenus sont les suivants :

Rémunération	Montant prime octroyée
< ou = à 23 700 €	800 €
> à 23 700 € et < ou = à 27 300 €	700 €
> à 27 300 € et < ou = à 29 160 €	600 €
> à 29 160 € et < ou = à 30 840 €	500 €
> à 30 840 € et < ou = à 32 280 €	400 €
> à 32 280 € et < ou = à 33 600 €	350 €
> à 33 600 € et < ou = à 39 000 €	300 €

La charge budgétaire sera inscrite au budget primitif 2024 et les agents éligibles percevront la prime en un seul versement avant le 30 juin 2024.

Votants : 16
Pour : 16
Contre : 0
Abstention : 0

Délibération n° 2024-09 : Subvention à l'association « Les culottes courtes vidusiennes » dans le cadre de l'organisation d'une chasse aux œufs pour Pâques

Madame le Maire informe qu'une demande a été reçue de la part de l'association des parents d'élèves des écoles de VOID VACON nommée « Les culottes courtes vidusiennes ».

L'association souhaite organiser pour la première fois une chasse aux œufs pour les fêtes de Pâques. Nouvellement créée, l'association sollicite un soutien financier pour l'achat des chocolats qui serviront à la chasse aux œufs.

La dépense est estimée à 150 €.

Madame le Maire propose un soutien financier intégral de cette opération afin de permettre l'essor de l'association qui est par ailleurs invitée à déposer une demande annuelle de subvention pour le fonctionnement de la structure dans le cadre plus général des subventions de fonctionnement accordées aux associations vidusiennes.

Le vote du budget primitif 2024 de la commune n'étant pas effectif, la collectivité peut mandater cette dépense de fonctionnement dans la limite des dépenses inscrites au budget de l'année 2023 (50 000 € sur l'article 65748 et 518 200 € sur le chapitre 65 au budget primitif 2023).

Après délibération, le Conseil Municipal **attribue à l'unanimité** 150 € à l'association « Les culottes courtes vidusiennes » afin de financer l'achat de chocolats dans le cadre d'une chasse aux œufs pour Pâques.

Votants : 16

Pour : 16

Contre : 0

Abstention : 0

Délibération n° 2024-10 : Lotissement la Gravière : délégation du Conseil Municipal accordant pouvoir de signature des actes au Maire

Aux termes de l'article L. 2241-1 du CGCT, le conseil municipal est seul compétent pour décider d'acquérir ou de vendre un bien immobilier. Il peut néanmoins autoriser le Maire à signer les pièces nécessaires.

L'ensemble des pièces pour la vente des parcelles du lotissement la Gravière est maintenant réuni.

Madame le Maire propose au Conseil Municipal de lui donner délégation pour signer l'ensemble des pièces nécessaires à la vente aux particuliers des parcelles viabilisées.

Après délibération, Le Conseil Municipal **autorise à l'unanimité** Madame le Maire à signer tout acte ou document nécessaire à la vente des parcelles viabilisées du lotissement la Gravière.

Votants : 16

Pour : 16

Contre : 0

Abstention : 0

Délibération n° 2024-11: demande gracieuse de réduction des pénalités titrées à l'encontre d'une société défaillante d'un lot du marché public de construction de l'espace culturel et touristique consacré au Fardier de Cugnot

Madame le Maire rappelle les difficultés rencontrées liées à l'absence de finalisation des prestations d'électricité par la société alors titulaire du lot 13 du marché public de construction de l'espace culturel et touristique consacré au Fardier de Cugnot.

Suite à deux mises en demeure, un constat d'huissier a acté l'abandon du chantier par l'entreprise le 30 août 2023. Un constat a été dressé par le bureau d'études en charge du projet pour évaluer les prestations terminées et celles restant à effectuer ou non conformes. Ce constat n'a pas fait l'objet d'une réponse de l'entreprise défaillante alors qu'il se voulait contradictoire. Le marché a été résilié pour faute aux frais de l'entreprise le 31 octobre 2023.

Le 16 novembre 2023, 24 825 € HT de pénalités de retard et d'absence aux réunions de chantier ont été titrées suite au dernier certificat de paiement dressé en décembre 2022 par le maître d'œuvre conformément aux mentions du Cahier des Clauses Administratives Particulières applicable (138 jours de retard et 33 absences aux réunions de chantier).

Parallèlement et légalement, une retenue de garantie de 5% de chaque mandat payé reste en possession du comptable public et s'élève à 4 766,92 € HT.

Le 30 novembre 2023, une autre entreprise a été retenue pour finir les prestations et remédier aux malfaçons. Au regard de la résiliation du marché pour faute et aux frais de l'entreprise défaillante, les frais engendrés doivent être couverts par la somme restante non payée à l'entreprise défaillante puis à due concurrence par cette dernière, le versement des pénalités pouvant couvrir ce delta.

Suite aux poursuites légales débutées par le comptable public, l'entreprise défaillante a fait part de difficultés financières de trésorerie ne lui permettant pas d'acquitter la somme de 24 825 € HT. Le dirigeant sollicite une diminution des pénalités à hauteur de 10% du prix du lot soit avec avenant compris 8 910,23 € HT. Depuis le 1er avril 2021, la législation prévoit ce seuil pour les Cahiers des Clauses Administratives Générales applicables ce qui n'était pas le cas lors de la signature du marché.

Le comptable public ne peut proposer qu'un étalement de la charge à couvrir, la collectivité reste seule décisionnaire d'une éventuelle mesure de remise gracieuse sur la réduction de la pénalité titrée.

Une décision d'annulation totale des pénalités titrées conduirait néanmoins à solliciter l'entreprise pour le versement des sommes dues à l'entreprise qui a repris le chantier.

Le maître d'œuvre a établi une situation finale de l'entreprise défaillante.

Après prise en compte des frais de reprise de chantier, le trop-perçu de l'entreprise défaillante, les frais d'honoraires supplémentaires des maîtres d'œuvre liés à la négligence de l'entreprise défaillante et le reversement à la maîtrise d'œuvre des pénalités pour absence aux réunions de chantier, une somme de 2 397,16 € HT pourrait être déduite des pénalités initiales titrées.

Plusieurs solutions sont proposées :

- Ne pas accéder à la demande d'annulation partielle des pénalités titrées ; le comptable public sera seul décisionnaire pour accorder ou non un étalement du recouvrement suivant la situation financière de l'entreprise
- Accéder à la demande d'annulation partielle des pénalités titrées à hauteur de 2 397,16 € HT ce qui reviendrait pour l'entreprise à régler 22 427,84 € HT (26 913,41 € TTC)

devant couvrir les frais de reprise de chantier, le trop-perçu de l'entreprise défaillante, les frais d'honoraires supplémentaires des maîtres d'œuvre et le reversement à la maîtrise d'œuvre des pénalités pour absence aux réunions de chantier

- Accéder à une demande d'annulation partielle moindre de 2 397,16 € HT au regard du temps et des frais engendrés par la commune au niveau du personnel administratif et des élus suite aux absences et négligences de l'entreprise.

Après délibération, **le Conseil Municipal décide à l'unanimité** de ne pas accorder de réduction des pénalités titrées à l'encontre de la société défaillante du lot 13 du marché public de construction de l'espace culturel et touristique consacré au Fardier de Cugnot. Le comptable public sera seul décisionnaire dans sa sphère de compétence pour accorder ou non un étalement du recouvrement suivant la situation financière de l'entreprise.

Votants :16
Pour : 16
Contre : 0
Abstention : 0

Décisions prises en vertu de l'article L2122-22 du CGCT

Conformément à l'article L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil Municipal des décisions prises en vertu de l'article L 2122-22 CGCT, Madame le Maire invite le Conseil Municipal à prendre connaissance des décisions prises en vertu de la délégation accordée au Maire par la délibération 2020-13 du 26 mai 2020.

▶ Marché de travaux : renouvellement d'un branchement AEP avec regard compteur auprès de la société PIERSON TP à Vacon pour un montant de 2 016 € TTC.

▶ Marché de fournitures : Achat de pièces mécaniques pour l'entretien des véhicules auprès de la Société MAN PARTS pour un montant de 225.02 € TTC.

▶ Marché de fournitures : achat d'un ensemble d'éclairage public solaire pour un montant de 5 160 € TTC

▶ Marché de fournitures : achat de 100 capsules de plombage anti-fraude pour compteurs d'eau auprès de la société PIERSON TP pour un montant de 75.60 € TTC

▶ Marché de travaux : remplacement et pose d'une tête de pompe de relevage à Vacon auprès de la société IP France pour un montant de 876 € TTC.

- ▶ Marché de travaux : Création d'un branchement des eaux usées au 39 rue de Strasbourg auprès de la société PIERSON TP pour un montant de 1 260 € TTC.
- ▶ Marché de travaux : Création d'un branchement AEP au 39 rue de Strasbourg auprès de la société PIERSON TP pour un montant de 2 256 € TTC.
- ▶ Marché de fournitures : achat de produits d'entretien pour la mairie, les salles et le service technique auprès de la société DELCOURT pour un montant de 663.90 € TTC
- ▶ Marché de fournitures : achat d'un ensemble complet de 2 pistons pour l'adoucisseur de la salle Jean-Louis GILBERT auprès de la société BWT pour un montant de 808.80 € TTC
- ▶ Marché de travaux : Remplacement de la régulation chauffage (thermostat) salle Jean-Louis GILBERT auprès de la société LHERITIER pour un montant de 1 211.94 € TTC
- ▶ Marché de travaux : Réfection de l'accès à la mairie par la ruelle des écoles auprès de la société COLAS pour un montant de 3 420 € TTC
- ▶ Marché de fournitures : achat de lave glace et d'huile pour l'entretien des véhicules communaux auprès de la société IGOL pour un montant de 705.36 € TTC
- ▶ Marché de fournitures : achat d'un chariot de service roulant pour la salle Cugnot auprès de la société MANUTAN COLLECTIVITÉS pour un montant de 634.80 € TTC
- ▶ Marché de travaux : déménagement des postes téléphoniques et passage en RJ 45 auprès de la société TELMO pour un montant de 470.76 € TTC
- ▶ Renouvellement de l'adhésion à la FONDATION DU PATRIMOINE pour un montant de 200 € TTC
- ▶ Marché de travaux : Travaux de fauchage 2024 auprès de la société PRESTIGE pour un montant de 13 933.50 € TTC.
- ▶ Marché de travaux : Changement de la pompe de chauffe-eau de la salle Jean-Louis GILBERT auprès de la société LHERITIER pour un montant de 1 759.66 € TTC.
- ▶ Marché de fournitures : achat de galets et d'une courroie pour le tracteur tondeuse KUBOTA auprès de la société AGRI MECA THIEBLEMONT pour un montant de 230.09 € TTC
- ▶ Marché de prestations : Animation pour le repas des aînés le 12 octobre 2024 auprès d'Accordéoniste au féminin, Patricia CROLBOIS pour un montant de 580€ TTC
- ▶ Marché de prestations : espace maquillage pour enfants pour le 14 juillet 2024 auprès de Mme BUREN Christel pour un montant de 320€ TTC
- ▶ Marché de fournitures : achat d'une agrafeuse technique auprès des Matériaux

Nouveaux Docks pour un montant de 587.41 € TTC

▶ Marché de travaux : entretien du terrain de foot d'avril à octobre auprès de la société TECHNIGAZON pour un montant de 2 100.00 € TTC

▶ Marché de travaux : fourniture et mise en place d'engrais au terrain de foot auprès de la société TECHNIGAZON pour un montant de 1 368.00 € TTC

▶ Marché de travaux : Travaux de régénération du terrain de foot auprès de la société TECHNIGAZON pour un montant de 2 268.00 € TTC

▶ Marché de fournitures : achat de vêtements de travail pour le service technique auprès de la société LOOTEN pour un montant de 274.38 € TTC

▶ Marché de fournitures : achat de vêtements de travail pour le service technique auprès de la société LOOTEN pour un montant de 394.70 € TTC

▶ Marché de fournitures : achat de vêtements de travail pour le service technique auprès de la société LOOTEN pour un montant de 646.68 € TTC

▶ Marché de fournitures : achat de vêtements de travail pour le service technique auprès de la société LOOTEN pour un montant de 440.71 € TTC

▶ Marché de fournitures : achat d'une longe pour élagage de 2.50 m pour le service technique auprès de la société LOOTEN pour un montant de 196.82 € TTC

▶ Marché de fournitures : achat de 20 imprimés d'attestation d'accueil pour les étrangers auprès de l'Imprimerie Nationale pour un montant de 65.52 € TTC (commande groupée avec la commune de LANEUVILLE AU RUPT)

▶ Marché de travaux : remplacement de 2 vannes au niveau d'un poste de relevage à Vacon auprès de la société IP France pour un montant de 1 287.00 € TTC.

▶ Marché de travaux : aménagement paysager du rond-point du Fardier de Cugnot par l'entreprise Philippe COLLET Paysagiste pour un montant de 4 560.00 € TTC

▶ Marché de travaux et fournitures : diverses plantations d'arbres dans la commune par l'entreprise Philippe COLLET Paysagiste pour un montant de 3 292.56 € TTC

▶ Marché de travaux : réalisation et pose d'une porte métallique extérieure pour l'annexe de la Mairie auprès de l'entreprise CORDEIRO pour un montant de 2 791.20 € TTC

Le Conseil Municipal **prend acte** de ces décisions.

Séance du 13 mars 2024

COMMUNE DE VOID-VACON

28-2024

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h50.

Approbation du compte rendu du conseil municipal du 07 février 2024

Délibération n° 2024-07 : Renouvellement des droits de chasse en forêt communale - amendement à la délibération 2024-04 concernant le titulaire du lot de chasse n°1

Délibération n° 2024-08 : Prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour les agents communaux éligibles au titre de l'année 2023

Délibération n° 2024-09 : Subvention à l'association « Les culottes courtes vidusiennes » dans le cadre de l'organisation d'une chasse aux œufs pour Pâques

Délibération n° 2024-10 : Lotissement la Gravière : délégation du Conseil Municipal accordant pouvoir de signature des actes au Maire

Délibération n° 2024-11 : Construction de l'espace culturel et touristique consacré au Fardier de Cugnot : demande gracieuse de réduction ou d'étalement du recouvrement des pénalités titrées à l'encontre d'une entreprise

Décisions prises en vertu de l'article L2122-22 du CGCT

Questions et informations diverses

Séance du 13 mars 2024

COMMUNE DE VOID-VACON

29-2024

<u>Membres</u>	<u>Signatures</u>
Sylvie ROCHON	
Alain GAUCHER	Procuration à Sylvie ROCHON
Olivier JOUANNEAU	
Carole DAGUIER	
Monique DEGRIS	
Bernard CHALON	
Joël GRISVARD	
Francis FAUGERE	
Rémy CAILLE	Absent
Vincent LANOIS	
Christophe HENRY	Procuration à Olivier JOUANNEAU
Delphine PAUL	Procuration à Francis FAUGERE
Sabine MARCHETTI	
Isabelle LIEGEOIS	
Nathalie THIRY	
Sophie BANTQUIN	Procuration à Sabine MARCHETTI
Aline CONTIGNON	Absente
Claire BENVENUTI	Absente
Aubin GENTER	